Le pouvoir aux travailleurs

01 Août 2016

N° 224

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE — PAGES

EDITORIAL :

- LE GOUVERNEMENT USE DE LA VIOLENCE ARMÉE POUR IMPOSER LES INTÉRÊTS DES RICHES ET MUSELER LES MÉCONTENTS !…….…….. 2 - 3
- FACE À UNE INSALUBRITÉ CRIANTE, LES AUTORITÉS DÉSIGNENT DES BOUCS ÉMISSAIRES..……..... 4
- SOULÈVEMENT POPULAIRE FACE À LA HAUSSE DU COÛT DE L'ÉLECTRICITÉ…… 5
- MANIFESTATIONS DANS LES UNIVERSITÉS : NON À LA RÉPRESSION !…….. 6
- ENTRE LA PUBLICITÉ ET LA REALITÉ …….. 7
- LA GRÈVE DES TRAVAILLEURS DE NIC …….. 8
- YUN YUAN : UNE SCIERIE AUX MÉTHODES ARCHAÏQUES …….. 8 - 9
- A SITARAIL COMME AILLEURS, C'EST LE PROFIT D'ABORD ! …….. 9 - 10
- FRANCE : ATTENTATS TERRORISTES, CRIMES IGNOBLES ….…… 11 - 12

E d i t o r i a l

LE GOUVERNEMENT USE DE LA VIOLENCE ARMÉE POUR IMPOSER LES INTÉRÊTS DES RICHES ET MUSELER LES MÉCONTENTS !

C'est avec brutalité et violence que les forces armées sont intervenues le vendredi 22 juillet à Bouaké pour disperser les manifestants qui protestaient contre l'augmentation du prix de la facture de la CIE. Et c'est pour empêcher que la contagion gagne aussi la capitale économique, que le pouvoir a fait boucler celle-ci par les forces armées dès le lundi qui a suivi les manifestations de Daloa, Yamoussoukro et Bouaké. C'est ainsi que les bureaux de la CIE ont été fermés sur tout le territoire ce jour-là.

Oui, le gouvernement n'ignore pas que la colère gronde, mais sa seule réponse face à la vague de mécontentement des populations pauvres étranglées par la cherté de la vie, c'est la violence. C'est la même répression violente qu'il a utilisée face aux étudiants qui défendent leurs revendications légitimes.

Les populations pauvres ne savent plus comment joindre les deux bouts, tellement la vie est devenue chère, alors que les salaires sont bloqués. Pour faire face à ces difficultés, elles se débrouillent comme elles peuvent pour arrondir un peu leur revenu en créant de petites activités manuelles ou en vendant de petites choses sur le bord des rues. Mais là encore, elles sont chassées : leurs étalages cassés, leurs marchandises et outils de travail souvent détruits ou confisqués. Comble de tout, les pauvres sont même chassés de leurs habitats, leurs quartiers détruits, sous prétexte de la lutte pour la salubrité publique. Or,

derrière cette crapulerie du gouvernement se cache le plus souvent des opérations immobilières comme à Anono-Baoulé, situé à la Riviéra, où des milliers d'habitants ont été chassés manu-militari au profit, finalement, de la construction d'un centre commercial.

Dans les entreprises, la situation des travailleurs n'est guère meilleure. Ainsi, depuis des années, les anciens sont remplacés par des travailleurs journaliers réduits à la précarité. Dans le même temps, le rendement imposé aux travailleurs ne cesse d'augmenter et les conditions de travail continuent de se dégrader.

Inversement, la situation des riches s'améliore de jour en jour. Comme dans un vase communiquant, ce qu'ils enlèvent de la poche des pauvres va gonfler les coffres des riches : l'exploitation sans cesse accrue de la majorité favorise le profit de la minorité exploiteuse. Le gouvernement se plie en quatre pour satisfaire les intérêts des riches au détriment de ceux des populations laborieuses. Les intérêts des hauts dignitaires au gouvernement ou au parlement sont eux-mêmes intimement mêlés avec ceux des riches. Nombre d'entre eux sont des capitalistes dans l'industrie, dans le bâtiment, dans l'export-import, etc.

Alors, autant dire que les travailleurs n'ont pas d'autres choix que de s'organiser et engager des luttes collectivement, pour ne pas continuer à être écrasés toujours un peu plus. L'exploitation capitaliste ne connait pas de limite.

L E U R S O C I E T E

FACE À UNE INSALUBRITÉ CRIANTE, LES AUTORITÉS DÉSIGNENT DES BOUCS ÉMISSAIRES

Le 25 juillet, une soi-disant opération « *propreté et embellissement des villes et communes* » a été lancée dans la commune de Cocody. Lors de cette cérémonie, la ministre de la Salubrité urbaine et de l'Assainissement a déclaré que « *la dégradation du cadre de vie et l'enlaidissement de la plupart des cités de Côte d'Ivoire sont dus essentiellement à l'incivisme des populations* ». Elle a du culot pour lancer de tels propos contre ceux qui sont au contraire victimes de l'incapacité de son gouvernement à assainir les quartiers déshérités. C'est trop facile !

Ce n'est un secret pour personne que l'État a démissionné dans l'assainissement des villes et du ramassage des ordures ménagères. Dans les quartiers populaires comme Abobo, Yopougon ou Koumassi, il n'existe même pas d'égouts pour drainer les eaux usées. Même de simples caniveaux sont rares. Alors ces eaux, faute de canalisation pour les évacuer, s'écoulent sur la voie publique. C'est dans un tel environnement que vivent les populations de ces quartiers avec tous les risques de maladies que cela comporte.

Concernant le ramassage des ordures, une taxe supplémentaire sur les factures CIE a même été instaurée à cette fin. Mais sur le terrain, le ramassage des ordures laisse à désirer. Non seulement, les camions de ramassage ne passent pas quotidiennement, mais se contentent des voies principales. Les gens, à l'intérieur des quartiers, sont obligés de gérer les ordures comme ils le peuvent. Aussi, on peut traverser une ville comme Abidjan sans trouver une seule poubelle. Dans ces conditions, accuser les populations d'incivisme relève de la malhonnêteté et du mépris à leur égard.

La construction et l'entretien d'un réseau d'égouts pour le drainage des eaux usées, la viabilisation des quartiers populaires, l'enlèvement quotidien des ordures ménagères, l'installation des poubelles dans les rues pour améliorer le cadre de vie, sont des taches élémentaires pour tout Etat qui se respecte un peu.

Mais au lieu de ça, ces gens du gouvernement préfèrent chercher des boucs émissaires et s'en mettent plein les poches au passage.

L E U R S O C I E T E

SOULÈVEMENT POPULAIRE
FACE À LA HAUSSE DU COÛT DE L'ÉLECTRICITÉ

La fin du mois de juillet a été marquée par plusieurs manifestations violentes à l'intérieur du pays contre l'augmentation du prix de l'électricité mais aussi contre la cherté de la vie. À Yamoussoukro comme à Daloa, des manifestants ont exprimé leur colère. Des agences de la CIE, l'entreprise de distribution de l'électricité, ont été saccagées et pillées. À Bouaké où les manifestations ont été plus importantes, la répression a fait au moins un mort selon des chiffres officiels et plusieurs blessés par balle. Plusieurs dizaines de manifestants ont été arrêtés et jetés en prison. Aujourd'hui encore la répression continue. Le calme est revenu, mais pour combien de temps, vu que rien n'a été réglé ?

Depuis le mois de Janvier, le prix de l'électricité a connu une forte hausse. Devant la grogne persistante des populations, le président s'est vu obligé d'en parler dans son adresse du premier Mai. Il a dit qu'il n'était pas au courant de cette situation et a décidé d'annuler l'augmentation, de procéder au remboursement du surplus payé par les abonnés. Tout ce discours-là n'était que mensonge et démagogie pour mener la population en bateau. Dans quelles mesures cet argent a été restitué ? Et lorsque les factures sont arrivées aux destinataires, les augmentations étaient en l'état. De plus les abonnés ont reçu deux factures dans le même mois.

Les populations se sont senties à juste titre désabusées et se sont lancées dans la manifestation pour exprimer leur colère contre la duplicité des autorités.

En guise de mesure pour calmer la situation, le délai de paiement a été reporté dans un premier temps au mois de septembre, puis échelonné sur toute l'année. Parallèlement, sentant que sa mayonnaise n'allait pas prendre, le gouvernement a pris la précaution de renforcer la présence de l'armée dans les localités qui ont été secouées par les manifestations et même dans des zones susceptibles d'entrer dans la danse.

En clair, ce gouvernement qui a menti à la population, plutôt que de revoir sa copie, a choisi l'option de narguer la population et de montrer ses muscles. La partie est loin d'être terminée car la population laborieuse n'a pas encore dit son dernier mot.

L E U R S O C I E T E

MANIFESTATIONS DANS LES UNIVERSITÉS : NON À LA RÉPRESSION !

Le 18 juillet dernier, de violents affrontements ont opposé les étudiants aux forces de l'ordre à l'université de Cocody. Il y a eu plusieurs blessés graves parmi les étudiants. Les autorités ont annoncé trois blessés parmi les policiers. La présidence de l'université a été saccagée, les bureaux de la scolarité brulés, des véhicules calcinés. Suite à ces affrontements, plusieurs étudiants ont été arrêtés et jetés en prison. En plus de cela, le gouvernement a annoncé la suspension des activités syndicales dans les universités et le renforcement de l'effectif des forces de « *l'ordre* » sur les campus universitaires. Ils savent pourtant que de telles mesures ne peuvent résoudre les problèmes qui sont bien réels. C'est une fuite en avant.

Depuis le mois de février, les manifestations se succèdent à l'université de Cocody. Cette situation est due à la décision prise par le gouvernement de déloger les étudiants de la cité universitaire pour y loger les participants aux jeux de la francophonie qui auront lieu en 2017. Pour cela, l'année académique a été raccourcie, les cours sont accélérés. Les compositions qui se faisaient de tout temps en deux sessions doivent se faire cette année en une seule session.

Les étudiants protestent contre la présence permanente des forces de répression sur le campus mais il n'y a pas que ça. Ils revendiquent de meilleures conditions d'étude et entre autres, la construction de nouveaux amphis et des salles de cours qui sont insuffisants, l'équipement des laboratoires en matériel didactique et des bibliothèques qui sont vides. Ils veulent des salles informatiques avec de l'équipement adéquat, le paiement des bourses, etc…

Le gouvernement affirme avoir décaissé 300 milliards pour réhabiliter les universités et les grandes écoles publiques. Où est parti tout cet argent puisque rien n'a été réglé ? Peut-être dans les poches des ministres !

UN POLICIER CRIMINEL DÉMASQUÉ PAR INTERNET

Une vidéo insupportable a fait récemment le tour du net. Dans cette vidéo on voit un policier qui a posé sa botte sur un individu couché par terre. Il est entouré d'une foule. Dans la foule il y a des enfants. L'individu est peut être un voleur,

L E U R S O C I E T E

c'est du moins l'impression qu'on a en regardant la scène. Un petit instant après, on voit le policier en train de donner des coups de pied à la tête de l'individu. Ensuite, on le voit dégainer son arme tirer sur l'individu à plusieurs reprises. Il le rate peut-être parce que l'individu bouge toujours. Pour l'achever, il lui assène plusieurs coups de crosse de pistolet. Un badaud sort de la foule et balance un fourneau sur la tête de l'individu. Après, on voit le policier recharger son arme. De nouveau, il tire à bout portant sur l'individu. On assiste là à une scène de violence qui montre toute la barbarie des forces de l'ordre contre des pauvres.

Manque de bol pour ce policier tueur, il y a aujourd'hui les nouvelles technologies. L'image a été mise sur Internet et a fait du coup le tour du monde. Cette vidéo a créé un tollé tel que les autorités pour calmer les gens se sont vus obligées d'annoncer l'arrestation du policier assassin.

Si ce policier a été mis aux arrêts, si arrestation il y a vraiment, c'est uniquement à cause de l'indignation qu'a soulevé cette vidéo. Des exécutions sommaires de ce genre arrivent souvent dans les quartiers populaires mais les policiers fautifs sont rarement inquiétés, quand ils ne sont pas félicités par les autorités.

ENTRE LA PUBLICITÉ ET LA REALITÉ

À la télé, il y a une émission dénommée « P*etits métiers juteux* ». Dans cette émission, on présente des petites vendeuses de légumes installées sur les trottoirs, des vendeuses d'attiéké, des fabricants de marmites, des réparateurs de téléphones portables etc. Ce sont ces métiers qui permettent à peine de se maintenir en vie dans la misère que ces gens appellent «*métiers juteux* ».

En clair les pouvoirs publics incapables de juguler le problème de chômage chronique encouragent la population à la débrouillardise. Sauf que, ce sont les mêmes autorités qu'on voit en train d'envoyer des bulldozers chasser les pauvres qui se débrouillent sur les trottoirs sous prétexte qu'ils mettent le désordre dans la ville.

Comme quoi, entre les paroles et les actes de ces gens-là, il y a un abîme d'hypocrisie.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LA GRÈVE DES TRAVAILLEURS DE NIC

Les travailleurs de NIC (New Industrie Company), une entreprise de fabrication de sachets plastiques située dans la zone industrielle de Yopougon sont entrés en grève le 22 juillet dernier. Ils réclament entre autres de l'embauche. Certains ont fait plus de cinq ans sans être embauchés. La Direction ne donne même pas copies des contrats que les ouvriers ont signés. Le patron se permet de prélever sur les salaires des travailleurs les cotisations CNPS alors qu'ils ne sont pas déclarés.

Jusqu'à présent, le patron plutôt que de régler ces problèmes qui sont bien réels, a engagé le bras de fer en faisant la sourde oreille. Mais les ouvriers tiennent le bon bout.

La suite de leur lutte va dépendre de leur mobilisation et de leur capacité à entrainer d'autres ouvriers. Car dans cette zone industrielle, les ouvriers des autres entreprises ont les mêmes problèmes.

YUN YUAN : UNE SCIERIE AUX MÉTHODES ARCHAÏQUES

YUN YUAN est une petite scierie située à la zone industrielle de Yopougon, commune d'Abidjan. Elle emploie en moyenne une trentaine de personnes : ouvriers et personnel de bureau compris. À l'entrée de cette petite unité, il est écrit, « *Interdit à toute personne étrangère »* et à côté de cet écriteau, un autre indique qu'il faut être chaussé, porter un casque, des gants et autres matériels de sécurité pour y pénétrer. Mais la réalité pour les travailleurs qui y travaillent est toute autre.

Voici le récit d'un ouvrier :

« *Notre entreprise existe depuis quelques années seulement. Mais la Direction a changé plusieurs fois. Presque chaque année, un nouveau directeur est nommé et l'ancien retourne en Chine. Nous ne savons pas pourquoi ce changement. Mais ce que nous savons c'est que cela nous pose beaucoup de difficultés quant à revendiquer les meilleures conditions de travail et de vie. À chaque fois, le nouveau directeur nous fait croire qu'il vient d'arriver et qu'il lui faut du temps pour s'imprégner de la réalité. Ce temps suffit juste pour nous exploiter et ensuite, on le renvoie dans son pays d'origine. Or les conditions de travail sont très difficiles. Nous commençons le travail le matin à 7 h 30. Il y a une pause de 55 minutes à midi et nous descendons à 17 h 30, soit 9 heures de travail par jour. Quand les morceaux de grume arrivent, une fois coupés, nous prenons des piques pour les pousser et les mettre sur les rails.*

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

A la force de nos bras, nous les poussons jusqu'à la grande machine qui doit les scier. De là, d'autres ouvriers doivent les ramasser à la main pour les stocker et ensuite les embarquer dans des camions pour la livraison.

Tout ce dur boulot se fait manuellement, sans gants, ni casque, ni chaussures de sécurité, contrairement à ce qui est écrit à l'entrée. La Direction n'est pas prête à utiliser des machines-fourchettes pour nous faciliter la tâche. Et pire, quand le travail n'est pas terminé dans l'après-midi, nous sommes souvent sommés de rester jusqu'à 18 voire 19 heures. Le lendemain il faut se présenter à l'heure sans quoi tu es viré.

Mais ce qui fait aujourd'hui grincer les dents aux travailleurs c'est qu'en plus des conditions difficiles de travail, les salaires sont bas. Quand un travailleur est recruté, la première semaine il touche 2300 F par jour et à partir de la deuxième semaine, 2500 F. C'est le salaire de base que la majorité touche. Les quelques rares ouvriers qui touchent 2700, c'est après au moins cinq mois de travail. Quant aux ouvriers qualifiés comme les machinistes, ils ont entre 3000 et 3500 F par jour ».

Face à cette exploitation et ces conditions de travail difficiles, les travailleurs ont compris que sans une organisation et sans l'unité entre eux, ils seront toujours une proie facile pour ce patron. C'est pourquoi, depuis quelques semaines ils se réunissent pour mettre cette organisation en place. Cela commence timidement avec la moitié de l'effectif mais ils ont la volonté d'aller plus loin, c'est à dire, porter leurs revendications à la connaissance de la direction.

A SITARAIL COMME AILLEURS, C'EST LE PROFIT D'ABORD !

Le lundi 25 juillet 2016, un train en provenance d'Abidjan a déraillé à Bouaké. Selon les explications officielles, deux trains devaient se croiser à la gare de Bouaké. L'un en provenance de Ouagadougou et l'autre d'Abidjan. Le deuxième aurait manqué son entrée en gare pendant le croisement, ce qui aurait désarticulé la locomotive des wagons et entrainé le déraillement de ces dernières.

En 1994, la RAN (Régie Abidjan-Niger) a été bradé à Bolloré. Avant cette privatisation, elle assurait aussi bien le transport de passagers que de marchandises.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

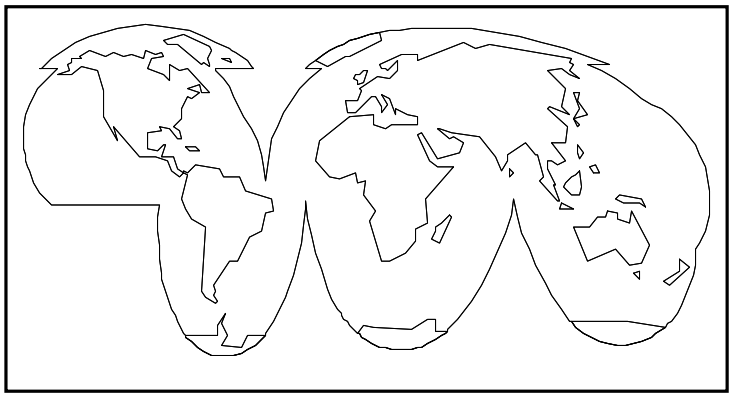
Depuis lors, le transport des passagers a été mis en berne et réduit au minimum. Sur les 66 gares et arrêts d'antan, moins d'une dizaine sont encore en service aujourd'hui. Pour tenir la concurrence à la route, il aurait fallu des investissements dans lesquels le nouvel acquéreur ne voulait pas s'engager. De ce fait, de nombreuses petites localités qui vivaient au rythme des passages de trains sont depuis lors sans vie et leur activité économique a été durement affectée.

La Sitarail concentre ses activités sur le transport de marchandises. Les principales marchandises transportées sont le ciment, les céréales, les conteneurs, les hydrocarbures, l'engrais, le bétail, le coton, le manganèse.

Pour maximiser ses profits, la Sitarail économise sur l'entretien des rails et réduit aussi le nombre de voies. De par le passé, d'Anyama jusqu'au port de Treichville, il y avait des doubles voies. Pour ne pas avoir à entretenir deux voies, la Sitarail en a déboulonné une.

À force de faire des économies sur tout, il ne faut pas s'étonner que la moindre défaillance se transforme en accident.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

FRANCE : ATTENTATS TERRORISTES, CRIMES IGNOBLES

Le 26 juillet un acte révoltant de plus a été commis par des terroristes se réclamant de l'Islam. Ils ont assassiné en plein jour un prêtre de 85 ans dans son église à Saint-Étienne du Rouvray. Deux semaines avant, il y a eu à Nice, un massacre qui a fait plus de 80 morts. Ces deux actes, de même que ceux qui avaient été commis au Bataclan, à Paris, le 13 novembre 2015, ont été revendiqués par le mouvement Daesh opérant en Syrie, entre autre. Ce sont-là des actes abjectes et ignobles qu'aucun travailleur ne peut accepter.

Ceux qui commettent ces crimes ou leurs commanditaires de Daesh ou autres mouvements se réclamant de l'Islam radical veulent nous faire croire qu'il y a une guerre de religion et que les musulmans doivent les suivre de gré ou de force dans leur barbarie. Ce sont des ennemis des travailleurs car ils veulent imposer leur dictature moyenâgeuse à l'ensemble des populations. Partout où ils agissent, au Moyen Orient comme ailleurs, ils tuent sans distinction des innocents et sèment la désolation dans les régions sous leur contrôle.

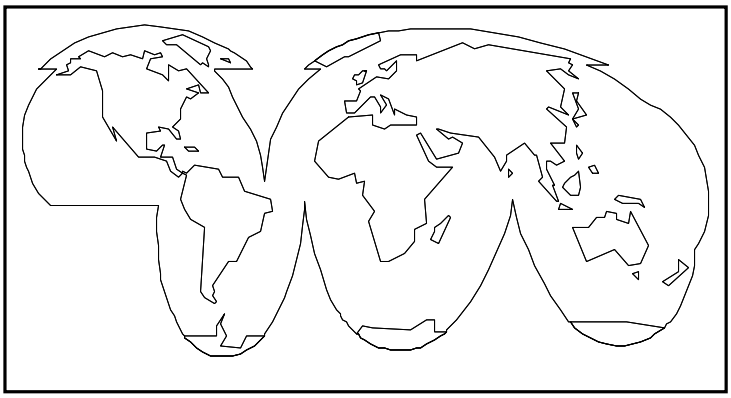
Evidemment François Hollande profite de cette occasion pour se poser comme le champion de la défense du camp de la « *liberté* ». Il prétend mener « *la guerre contre le fanatisme* » mais en fait il ne cherche qu'à défendre les intérêts de l'impérialisme dans sa zone d'influence au Moyen Orient comme en Afrique. Les bombardements de l'aviation française en Syrie ont été amplifiés bien avant les deux derniers attentats terroristes en France.

En prolongeant l'état d'urgence, Hollande prétend que c'est pour mettre fin au terrorisme sur le sol français mais tout le monde a pu constater qu'il n'en est rien. La réalité est qu'il veut imposer un contrôle plus accru de la police sur la population sans être entravé par quelques formalités judiciaires préalables. Il veut avoir les mains libres pour arrêter qui il veut, quand il veut et le mettre en garde à vue ou sous résidence surveillée pendant une période plus longue par simple décision administrative. En instaurant l'état d'urgence il veut aussi interdire les rassemblements sur la voie publique, y compris les manifestations des travailleurs mécontents de sa politique anti-ouvrière. C'est un cadeau supplémentaire qu'il fait en direction du patronat français.

A l'approche de l'élection présidentielle, la gauche au pouvoir, comme la droite qui aspire à y revenir, rivalisent de discours sécuritaires. Les dirigeants de ces partis se sont lancés depuis plusieurs mois dans une surenchère réactionnaire pour chasser sur le terrain électoral de l'extrême droite du Front National quitte à attiser la division entre les travailleurs immigrés et français, entre les prétendus chrétiens et les prétendus musulmans tout en faisant semblant d'agir dans le sens contraire.

Les travailleurs de ce pays, qu'ils soient français ou immigrés, ne doivent faire confiance ni aux uns ni aux autres. Au contraire ils doivent s'unir sans distinction de nationalité, de couleur de peau ou de religion pour faire face à l'exploitation et la division.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.